



LES PARTIS RELIGIEUX EN ISRAËL

Par **Corinne MELLUL**

SENIOR ADVISOR – FIUC,
MAÎTRE DE CONFÉRENCES À SCIENCES PO PARIS

MARS 2019

OBSERVATOIRE GÉOPOLITIQUE DU RELIGIEUX

Le sionisme politique qui fut l'idéologie fondatrice de l'État hébreu en 1948 était très majoritairement laïc. En son sein, les courants religieux dans la période pré-étatique avaient été cantonnés à un rôle de réaction aux initiatives des dirigeants laïcs, dont ils avaient accepté le leadership en échange d'un engagement à préserver les principes religieux essentiels dans le futur État. Depuis la naissance d'Israël, la nature de la relation entre État et religion n'a cessé d'être débattue, mais Israël ne s'est à aucun moment positionné – et encore moins revendiqué – comme État théocratique. Les partis religieux, largement minoritaires jusqu'à nos jours, ont certes fait partie de la plupart des gouvernements de coalition qui se sont succédé à partir de 1949, mais n'ont commencé à jouer un rôle déterminant que vers la fin des années 1980.

Ces partis ont, depuis, acquis une influence croissante dans la politique israélienne. Sur les cinq partis qui forment l'actuelle coalition gouvernementale de droite (Likoud, Koulanou, Shas, le Foyer juif et Judaïsme unifié de la Torah), trois sont d'identité religieuse : Shas, le parti ultra-orthodoxe sépharade fondé en 1984, le Foyer juif, parti orthodoxe sioniste et nationaliste, fondé en 2008 pour succéder au Parti national religieux, qui avait dominé la sphère politique religieuse depuis sa création en 1956 et avait fait partie de tous les gouvernements à partir de 1992, et Judaïsme unifié de la Torah, une alliance de deux partis ultra-orthodoxes ashkénazes née en 1992. Ces trois formations détiennent dans le gouvernement actuel des ministères qui comptent parmi les plus importants (intérieur pour Shas, justice, éducation et agriculture pour le Foyer juif, et santé de façon déléguée pour Judaïsme unifié de la Torah, le détenteur du titre de ministre étant le Premier ministre Benyamin Netanyahou). Si Netanyahou, qui en décembre 2018 a annoncé des élections anticipées pour le 9 avril 2019 dans le contexte des enquêtes multiples pour corruption qui le visent, est amené, comme l'indiquent les sondages, à former le prochain gouvernement d'Israël, il est à peu près certain que celui-ci reposera à nouveau sur une coalition de partis religieux et nationalistes.

Le pouvoir que détiennent donc aujourd'hui les partis religieux israéliens est sans précédent depuis la naissance de l'État en 1948, et n'aurait pu être imaginé par les fondateurs – tant idéologiques comme Theodor Herzl que politiques comme David Ben Gourion. Il y a trois facteurs à envisager pour comprendre cette évolution : la démographie, le système politique, et les mutations du contexte géopolitique depuis le début du XXI^e siècle.

DÉMOGRAPHIE

Ben Gourion, qui fut premier ministre de l'État hébreu presque sans interruption de 1948 à 1963, pensait que l'ultra-orthodoxie, dont les adeptes n'étaient que quelques centaines en Palestine mandataire dans les années 1940, se diluerait au fil du temps dans le nouvel État moderne et souverain. S'il a été visionnaire à plusieurs égards en sachant infléchir le cours de l'Histoire pour faire du rêve sioniste une réalité étatique, on ne peut le créditer de ce même talent concernant l'évolution future de la population religieuse. Les ultra-orthodoxes ont en effet atteint le million en 2017 et représentent aujourd'hui 12 pour cent de la population totale d'Israël. Selon les projections du Israel Democracy Institute, cette proportion passera à 16 pour cent en 2030 et à plus de 30 pour cent en 2065. De telles estimations n'ont rien de surprenant si on prend en compte le taux de fécondité : 6,9 pour les femmes ultra-orthodoxes (mais diminuant en tendance), contre 2,4 pour les autres.

Il est donc logique que l'ensemble des partis religieux, qui ont augmenté en nombre depuis les décennies du quasi-monopole qu'exerçaient le Parti national religieux et Shas, aient une plus grande représentativité dans les gouvernements récents de l'État hébreu. Mais le phénomène démographique est loin d'éclairer à lui seul la montée en puissance de ces partis. Il faut à cet égard porter la plus grande attention au type d'institutions démocratiques dont Israël s'est doté.

LE SYSTÈME POLITIQUE

Israël est une démocratie unicamérale à représentation proportionnelle, dont la caractéristique la plus cruciale est le faible seuil de votes exigible pour l'accèsion à un siège au parlement, la Knesset. Bien que régulièrement rehaussé pour endiguer la fragmentation politique (d'un pour cent de 1949 à 1992 il est passé à 1,5 pour cent de 1992 à 2003, puis à 2 pour cent de 2003 à 2014, et a été relevé à 3,25 pour cent en 2015), il maintient Israël dans le groupe des pays aux systèmes comparables qui possèdent les seuils les plus bas.

Pour saisir la portée de cette particularité, il faut prendre en compte deux facteurs supplémentaires : la représentation par scrutin de liste plutôt que géographique, et la propension surprenante de la culture politique israélienne à sécréter en vue de chaque élection de multiples petits partis, souvent autour de sujets uniques, et la plupart du temps éphémères. Pas moins de 200 partis ont ainsi existé depuis la création de l'État (pour une population d'environ 800 000 en 1948 et de 8,7 millions aujourd'hui), et 110 ont accédé à la représentation.

Ce système rend impossible l'obtention d'une majorité de sièges à la Knesset (61 sur les 120 existant) pour un seul parti et explique que les gouvernements d'Israël aient quasiment toujours été des gouvernements de coalition, souvent hétéroclites et fragiles. C'est essentiellement de ce phénomène qu'ont bénéficié historiquement les petits partis religieux, qui ont ainsi presque toujours eu une capacité d'influence supérieure à leur représentativité en permettant aux deux grands partis, Travailleurs et Likoud, de former des gouvernements, contre la concession de privilèges (essentiellement sous forme de prestations sociales) pour leurs électeurs. Toutefois, même combinée à l'évolution démographique, la configuration du système politique israélien ne suffit pas à expliquer la capacité de déterminer les orientations politiques gouvernementales que possèdent aujourd'hui les partis religieux. Un regard sur les transformations géopolitiques régionales des deux dernières décennies doit nécessairement compléter l'analyse de cette ascension.

LE CONTEXTE GÉOPOLITIQUE

Avant d'évoquer les évolutions en cours depuis le début du XXI^e siècle, il est utile de rappeler à quel point la guerre de 1967 a transformé le paysage géopolitique israélo-palestinien et régional, et conditionné les changements considérables qui se sont produits depuis au sein même de la société israélienne. En capturant durant cette guerre Jérusalem-Est et la Cisjordanie, jusqu'alors sous souveraineté jordanienne, l'armée israélienne a ouvert le champ d'une reformulation du sionisme sur un mode religieux qui n'avait auparavant existé que de façon marginale et n'avait été incarné, dans ses ambitions territoriales, que par le courant révisionniste minoritaire et laïc du sionisme des origines. Le sionisme religieux a ainsi émergé à partir de 1967 pour revendiquer une souveraineté israélienne sur ces territoires occupés en référence à l'Israël biblique, dont le Mur des Lamentations à Jérusalem-Est et le tombeau des Patriarches à Hébron incarnaient les premiers lieux saints du judaïsme. Ce mouvement excluait bien sûr toute perspective de compromis dans le cadre de la solution à deux États qui s'est dessinée à partir des années 1990 comme formule de résolution du conflit israélo-palestinien.

C'est dans ce contexte de montée en puissance des mouvements de colons religieux et des implantations juives en territoires occupés qu'est survenu l'échec du processus d'Oslo, culminant à partir de 2000 avec la seconde Intifada, dont la violence sans précédent contribua à la désintégration de la gauche israélienne, soutenue jusqu'alors par les organisations désignées comme « camp de la paix » en Israël. Le Printemps arabe et ses conséquences dramatiques, notamment en Syrie, ont ensuite détourné l'attention internationale du conflit, et participé à la consolidation d'une extrême droite religieuse israélienne qui forme aujourd'hui l'assise du pouvoir de Benjamin Netanyahu.

La récente initiative de Naftali Benett, président du Foyer juif de 2012 à 2018, de quitter cette formation pour créer un nouveau parti, la « Nouvelle droite », largement affranchi des exigences religieuses de l'électorat du Foyer juif, en vue des élections d'avril prochain, indique peut-être la montée d'une extrême-droite israélienne ne nécessitant même plus le recours au référent religieux pour légitimer le positionnement irrédentiste et ultra-

nationaliste sur lequel le pays semble prêt à s'ancrer dans les années à venir. Comme ce courant n'a cessé de croître depuis la fin des années 1990, on peut penser qu'en cela Israël a été – et peut-être sera – le laboratoire d'une transmutation des démocraties à laquelle on assiste aujourd'hui dans le monde entier. ■

SOURCES

Israel Central Bureau of Statistics <https://www.cbs.gov.il/en/Pages/default.aspx>

The Israel Democracy Institute, <https://en.idi.org.il/>

Israel Ministry of Foreign Affairs

<https://mfa.gov.il/mfa/aboutisrael/state/government/pages/the%20governments%20of%20israel.aspx>

Jewish Virtual Library <https://www.jewishvirtuallibrary.org/>

Yoav Peled et Horit Herman Peled, *The Religionization of Israeli Society*, Routledge, 2018

Jeremy Sharon, « Haredi Population Tops One Million », *The Jerusalem Post*, January 1, 2018

Shimshon Zelniker et Michael Kahan, « Religion and Nascent Cleavages: The Case of Israel's National Religious Party », *Comparative Politics*, vol. 9, no. 1, 1976, p. 21-48

LES PARTIS RELIGIEUX EN ISRAËL

Par **Corinne MELLUL** / SENIOR ADVISOR - FIUC, MAÎTRE DE CONFÉRENCES À SCIENCES
PO PARIS

OBSERVATOIRE GÉOPOLITIQUE DU RELIGIEUX / MARS 2019

Sous la direction de Nicolas KAZARIAN, chercheur associé à l'IRIS et François MABILLE,
politologue, spécialiste de géopolitique des religions, CIRAD-FIUC

*L'Observatoire est co-animé avec le Centre international de recherche et d'aide à la décision
(CIRAD-FIUC).*

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org